



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation - n°228, hebdomadaire, lundi 10 février 2020

La Mauvaise Herbe n°6
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Contre la réforme des retraites

Nouveaux rendez-vous et grèves

Lundi 17 février dans les transports parisiens,
jeudi 20 dans tous les secteurs
avec des carnivals grévistes et une semaine noire en mars

La furie Blanquer Violences policières quotidiennes contre les lycéennes, lycéens, profs parents et soutiens opposés aux EC3

La détermination reste intacte contre la réforme à points ! A **Paris**, jeudi 6 février, la manif a rassemblé 130.000 grévistes. A **Lyon**, la journée a commencé avec le blocage des expéditions de carburants de Feyzin et deux opérations escargots. A **Amiens**, le blocage de la fac d'art a été voté. A **Clermont-Ferrand**, étudiant.es, avec une fougue d'enfer, enseignant.es, salariée.es des Michelins, avocats, médecins, ouvriers... toutes et tous étaient au rendez-vous, dans la rue !...

Mais c'est Blanquer avec ses gendarmes postés à l'entrée des lycées ou à l'intérieur des établissements qui a marqué cette deuxième semaine d'oppositions aux épreuves du nouveau bac, les E3C. L'école-prison est devenue une réalité



Paris
devant
le Lycée
H. Boucher

inquiétante pour les élèves séquestrés dans le self du lycée Victor et Hélène Basch à **Rennes** pour les obliger à passer les épreuves. A **Hélène Boucher** à Paris, la police est entrée dans l'établissement. Au lycée Max Linder en Gironde, c'est encadré d'une quarantaine de gendarmes qu'ils ou elles sont allées passer les E3C. A **Montreuil**, un lycéen a passé plusieurs heures en garde à vue*... Mais sur ce sujet aussi, la résistance ne faiblit pas et les proviseur.es ont dû annuler ou reporter ces épreuves, comme à Loubat', le lycée Loubatières d'**Adge** (34) où le chef d'établissement voulait encore** les imposer à la veille des vacances de la zone 1.

*Entre le 28/01 et le 7/02, 25 lycéen.es en GAV sur la rp.

**Mercredi 5, un premier blocage avait empêché les E3C.

DHG : faire plus avec moins

C'est le moment de l'année où tous les établissements d'enseignement secondaire, reçoivent leur DHG, Dotation Horaire Globale. En Seine-Saint-Denis, au collège Politzer de Bagnolet, les collègues ont diffusé un argumentaire. Extraits.*

"Comme chaque année, notre DHG est à la baisse, quand bien même les effectifs de l'établissement sont stables. Il faut faire autant, voire plus, avec moins de moyens (...)

Le collège Georges Politzer a beaucoup perdu il y a quelques années mais pour l'année 2020-2021, il ne se verra retirer « que » quatre heures. Cette baisse de DHG est minime mais éloquente. La DSDEN a en effet décidé de confisquer des heures dédiées à l'ULIS et au module relais, soit, pour le dire sans jargon, aux élèves en situation de handicap et aux décrocheurs. Dans le même ordre d'idée, les enseignants de SEGPA du collège, spécialistes de la grande difficulté scolaire et dont le service devant élèves est déjà, statutairement, plus élevé que celui des autres professeurs, se voient inciter à prendre plus d'heures supplémentaires.

Ces baisses de moyens sont ouvertement en contradiction avec les discours officiels du Ministre et de ses subordonnés (...)

Impossible de voir là seulement un triste concours

de circonstance. Il s'agit d'une attaque claire et concertée contre le service public d'éducation. Prendre le département le plus pauvre de France (la Seine-Saint-Denis), cibler dans ce département les établissements les plus en difficulté (classés REP ou REP+) et enfin, dans ces établissements, s'en prendre aux élèves les plus fragiles. Cette atteinte répétée et délibérée envers les plus faibles de la part d'individus en position de force, nous, enseignant.e.s et personnel.le.s d'éducation, sommes par notre formation habitué.e.s à la reconnaître. Cela s'appelle du harcèlement.

Cette forme de harcèlement n'est pas uniquement une dérive de quelques hauts fonctionnaires de l'Éducation Nationale. On la retrouve désormais à tous les niveaux de la société parce qu'elle est un projet idéologique, fermement opposée aux catégories les moins favorisées de la population : femmes, jeunes et personnes âgées, en situation de handicap, migrant.e.s, précaires, étudiant.e.s pauvres, celles et ceux qui exercent des métiers pénibles, qui font des études longues, ou qui connaissent des accidents de vie (maladie, période de chômage...). Autant dire : vous, moi, nous, nos enfants et nos élèves (...)

*Retrouvez l'intégralité de cet argumentaire en Une de notre site au-dessous de cette publication.

Deux élèves du lycée pro J. Moulin à Rosny-Sous-Bois (93) sont menacés d'expulsion.

Signez la pétition, ici :

<http://chnng.it/G65FdfmZ>

Lien direct sur le site

Ne collaborons pas au Service National Universel

Dans le département des Côtes d'Armor, les services de l'éducation nationale recrutent auprès des enseignantes et des enseignants pour encadrer la prochaine session du SNU. Il est précisé que les personnels qui seront recrutés du 22 juin au 3 juillet seront déchargés de leur service d'enseignement, remplacés sur leur poste et recevront une indemnité spécifique. Les vertus magiques du SNU permettent de trouver des moyens qui manquent pourtant cruellement tous les jours dans les écoles et les établissements secondaires (moyens qui seront bien sûr pris sur le budget de l'éducation).

A cette occasion, la fédération des travailleuses et travailleurs de l'éducation de la CNT rappelle son opposition totale à ce projet d'encasernement et de propagande militariste. Nous appelons l'ensemble de nos collègues à refuser toute forme de participation à cette entreprise de mise au pas idéologique de la jeunesse.

Boycott du SNU. Non à la militarisation de la jeunesse ! Oui à son émancipation !

Communiqué de la CNT-FTE, vendredi 7 février 2020